

Article

« La politique israélienne de Sadate ou l'énigme de la stratégie égyptienne »

Thierry Hentsch

Études internationales, vol. 11, n° 4, 1980, p. 647-670.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701113ar>

DOI: 10.7202/701113ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LA POLITIQUE ISRAËLIENNE DE SADATE OU L'ÉNIGME DE LA STRATÉGIE ÉGYPTIENNE

Thierry HENTSCH*

ABSTRACT

It is generally accepted that a power relation is at the base of every negotiation and that, to the extent possible, each State attempts to negotiate when that relation is the most weighted in its favour, especially if the subject matter of negotiation is perceived by it as being of vital importance.

Over several years all of Israel's neighbours, Egypt among them, obstinately refused to negotiate (at least openly) with the Zionist State apparently counting on an improvement in the power relation in their favour. An improvement moreover that eventually seemed possible with the relative yet nonetheless important successes of the October 1973 war.

The enigma that Sadat's policy constitutes from this vantage point resides precisely in the fact that that policy appears to upset the power relation that made the October War possible and that led to Israel's first setback. The economic difficulties and reorientation of the Egyptian regime (both towards the West and towards private enterprise) do not, by themselves, explain what is referred to as Egypt's « defeatist » diplomacy. This diplomacy also reflects a strategic coherency that can only be understood within the historical perspective of the Arab-Israeli conflict and by undertaking a rigorous analysis of Zionism and its principal sources of political support. Sadat, by a paradoxical exploitation of a position of weakness, attempts to transform politically that relative weakness into a position of strength in order to wrest from Israel that which the Arabs have not succeeded in obtaining by armed force. He pursues the war, but by the other means. Nevertheless, the success of these means depends to a great extent on the attitudes of the other countries of the battlefield.

La politique étrangère du président Sadate et plus particulièrement sa politique envers Israël depuis son fameux voyage à Jérusalem en novembre 1977 a suscité de nombreux commentaires passionnés, tant négatifs que positifs. Avec le recul et les développements de cette politique depuis plus de deux ans, il devient possible de jeter un regard plus froid sur la diplomatie égyptienne et sur la façon dont elle se propose de « résoudre » (de son point de vue) le conflit israélo-arabe. L'énigme de cette diplomatie, à savoir sa prétention de négocier une paix avantageuse en annonçant d'entrée de jeu le renoncement à la force et l'acceptation des revendications essentielles de l'adversaire (la reconnaissance d'Israël et dans une certaine mesure de sa capitale), cette énigme m'a conduit à analyser la politique israélienne de Sadate à la lumière du principe cardinal de Clausewitz, selon lequel il existe un étroit rapport entre la démarche politique et l'usage de la force militaire ou de sa menace. La diplomatie sadatienne n'apparaissait-elle pas comme suicidaire ou capitularde, du moment que son auteur modifiait d'avance à son détriment le rapport

* Professeur, Département de science politique, Université du Québec à Montréal.

de forces sous-jacent à la négociation qu'il entendait mener? Comment, dans ces conditions, Sadate pouvait-il espérer atteindre ses objectifs, soit: au minimum récupérer l'ensemble du Sinaï, au maximum arracher une solution satisfaisante de la question palestinienne, solution qui, au bout du compte, ne peut consister en rien moins que la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza?

Bien sûr au-delà de la récupération des territoires perdus en 1967, le doute subsiste quant aux intentions et aux objectifs réels du président égyptien. La normalisation des rapports avec Israël l'emporte-t-elle sur l'obtention d'une patrie (même minimale) pour les Palestiniens? À supposer qu'elle soit bien posée, la question ne peut encore recevoir de réponse sûre. D'autant moins que le comportement de Sadate n'apparaît pas toujours motivé par des considérations rationnelles. Je pars néanmoins du postulat que l'objectif sadatien consiste bel et bien à obtenir pour Gaza et pour la Cisjordanie un statut qui leur permette d'évoluer conjointement vers la souveraineté. Nous pourrions revenir, à la fin de cette étude sur la pertinence de ce postulat. Je me contente pour le moment de remarquer que cet objectif répond à des exigences qui dépassent de beaucoup les préoccupations qu'un Sadate aurait ou n'aurait pas à l'égard de l'avenir des Palestiniens. L'Égypte ne peut pas accepter de rester politiquement isolée, à long terme, de la plupart des autres pays arabes. Sa politique israélienne doit donc obtenir quelque succès sur le front palestinien. Je ne veux pas dire par là que l'ouverture vers Israël a été profondément motivée par le désir de résoudre la question palestinienne. Ce sont à mes yeux des contraintes et des choix économiques, notamment un réalignement très net sur la libre entreprise, donc sur l'Occident, qui ont poussé le régime à rechercher la paix avec Israël, parce que cette paix, doit-on juger au Caire, est indispensable au redéploiement et à la réorientation de l'économie égyptienne. Cela dit, les exigences politiques ne sont pas moins contraignantes: étant donné la place qu'occupe la question palestinienne au Proche-Orient, il me paraît clair que la normalisation recherchée ne pourra réellement se consolider ni durer sans qu'une solution acceptable soit offerte aux Palestiniens. En raison de la position charnière qu'elle occupe dans la région, l'Égypte ne peut se laver les mains d'un conflit qui depuis plus de soixante ans se situe, qu'on le veuille ou non, au coeur de la politique proche-orientale¹.

C'est pourquoi il me paraît important d'essayer d'évaluer les chances de succès d'une politique qui, quelles que soient ses motivations profondes, est apparue d'emblée et apparaît encore vouée à l'échec. La maxime de Clausewitz et, plus encore, le développement que lui a donné Mao Zedong fournissent à mon sens un point de départ intéressant à cette évaluation. Et l'expérience égyptienne à son tour en offre, de prime abord, une illustration curieuse.

1. Voir à cet égard les résolutions de la conférence au sommet arabe d'Alger du 28 novembre 1973 in *An Nahar*, Beyrouth, 4 décembre 1973. Sous le titre « A. L'objectif actuel de la Nation arabe », on trouve au point 4: « Le problème palestinien est le problème de tous les Arabes, conformément aux résolutions adoptées par les précédentes conférences au sommet, et il est inconcevable qu'une fraction arabe quelconque puisse se décharger de cette responsabilité » (le texte français de ces résolutions figure en annexe du livre d'A. KAPELIOUK, cité plus loin). Voir aussi la déclaration de M. BOUTROS-GHALI ministre d'État égyptien aux affaires étrangères: « Une paix limitée à l'Égypte et à Israël serait dangereuse et inutile », *Le Monde*, 28 septembre 1978.

Les termes de l'énigme.

La fameuse maxime clausewitzienne selon laquelle « La guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens »² est réversible. Comme l'a fort bien montré André Glucksman, « la continuité politique-stratégie se lit dans les deux sens, si le guerrier ne peut chanter de victoire que politique, le gouvernement fixe ses fins avec une liberté restreinte par l'«instrument» qu'il prétend manier... »³. Cette unité de la guerre et de la politique trouve son expression la plus saisissante chez Mao Zedong : « ...la politique est une guerre sans effusion de sang et la guerre une politique avec effusion de sang »⁴. Ainsi, non seulement l'efficacité de toute guerre se mesure aux fins politiques qui la commandent (sans lesquelles il n'est pas de définition possible de la victoire), mais, inversement, « l'objectif politique... doit s'adapter à la nature des moyens dont il dispose »⁵. La puissance des moyens⁶ nécessaires au succès d'une politique donnée n'est pas uniquement fonction de l'ampleur et de l'importance des objectifs assignés, elle dépend tout autant du niveau des forces adverses et de la valeur que l'ennemi attribue aux enjeux de la lutte. Plus ces enjeux seront élevés, plus les moyens nécessaires à leur obtention devront être formidables.

L'enjeu que constituent pour Israël les territoires occupés lors de la guerre de 1967 est évidemment considérable. D'autant plus considérable que le sort de la question palestinienne est étroitement lié à l'avenir de certains de ces territoires (Cisjordanie et Gaza). Si le Sinâï ne représente pas en tant que tel un enjeu de première importance pour le gouvernement israélien, sa restitution intégrale comporte néanmoins le risque de créer un précédent « contagieux » pour l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza. Comme je l'ai déjà signalé ailleurs⁷, il n'est pas sans conséquence pour Israël de commencer d'appliquer *dans son sens fort* la résolution 242 du Conseil de Sécurité, qui l'enjoint d'évacuer les territoires qu'il occupe depuis juin 1967⁸. Hors d'un règlement global du conflit avec toutes les parties en cause,

2. Carl von CLAUSEWITZ, *De la guerre* (traduit par Denise Naville), Paris, UGE, 1965, p. 62 (livre I, chap. I, § 24 - *n.b.* : l'édition UGE n'est pas complète ; pour une version intégrale, voir les Éditions de Minuit, Paris, 1955, même traduction).

3. André GLUCKSMANN, *Le discours de la guerre*, Paris, UGE, 1974, p. 53. Cette interprétation de Glucksman, à savoir la réversibilité de la formule, n'est pas partagée par tous - Voir à cet égard Raymond ARON *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard, 1976 (« bibl. des sciences humaines ») tome I, p. 172 et p. 408, et tome II p. 63. La réversibilité me paraît néanmoins défendable, à la lecture même de Clausewitz (cf. ci-dessous note 6). En tout état de cause, elle n'est pas sans intérêt ni sans pertinence par rapport à la réalité. Ce n'est donc pas la fidélité à Clausewitz qui m'intéresse ici mais la pertinence des formules que sa pensée a inspiré, notamment chez Lénine et Mao Zedong.

4. MAO ZEDONG, *De la guerre prolongée*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1967, p. 68.

5. CLAUSEWITZ, *op. cit.*, p. 62.

6. Que ces moyens soient proprement militaires ou qu'il s'agisse de « guerres » économiques, idéologiques, etc.

7. Thierry HENTSCH, « Forces profondes au Proche-Orient : de Jérusalem à Camp David (ou le sionisme au présent) », in *Cahiers du GRIPO*, Montréal, Groupe de recherche et d'information sur le Proche-Orient (UQAM), no. 1, mai 1980, pp. 20 et 21.

8. C'est-à-dire les territoires dans leur intégrité comme le suggère la version française (« retrait des Forces Armées israéliennes des territoires occupés... » - je souligne). Chacun sait qu'Israël ne reconnaît que la version anglaise, qui dit plus vaguement « withdrawal... from occupied territories », ce qui pourrait signifier « une partie des territoires occupés », bien que cette interprétation soit tirée par les cheveux (voir la résolution 242 du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967).

Israël ne pouvait s'engager à rétrocéder tout le Sinaï à l'Égypte sans obtenir d'importantes concessions en échange. Étant donné qu'avant même toute négociation véritable, Sadate accordait à l'adversaire ses principales revendications politiques, je formulais l'hypothèse que les accords de Camp David n'avaient été possibles qu'en raison des avantages économiques qu'Israël trouverait dans une paix bilatérale avec l'Égypte. Bien que cette hypothèse tienne toujours, ces avantages n'ont guère eu le temps de se matérialiser ; et dès le moment où, d'ici deux ans, Israël aura évacué la totalité de la péninsule, il aura perdu ce qui lui restait comme moyen de pression directe sur le gouvernement égyptien pour le forcer à élargir et à approfondir les échanges. Mais rien non plus ne garantit au Caire que cette restitution finale et totale se fera comme prévu. Ce premier objectif, quoique partiellement réalisé, n'est donc pas encore complètement atteint.

Mais que dire de l'autre objectif, le statut d'autonomie (puis d'indépendance) de la Cisjordanie et de Gaza ? L'enjeu, pour Israël, est encore plus considérable, lorsqu'on sait l'énergie avec laquelle ce dernier s'oppose à la création de tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à un État palestinien, même tronqué⁹. Et de quels moyens Sadate croit-il disposer pour obliger les Israéliens à céder sur ce terrain ? Apparemment, le président égyptien s'est engagé dans une voie sans issue. Pire, il s'est lui-même enlevé les moyens dont son pays disposait jusqu'à la guerre d'octobre 1973 (et au lendemain de cette guerre, davantage qu'à aucun autre) pour faire fléchir l'adversaire : une armée relativement plus puissante et mieux équipée que celle dont il dispose aujourd'hui, et à l'usage de laquelle il s'est solennellement engagé à ne plus recourir contre Israël ; tandis que ce dernier n'a cessé quant à lui d'améliorer son équipement et d'accroître son potentiel de guerre.

En 1973, en effet, malgré la très dangereuse percée de l'armée israélienne sur la rive occidentale du Canal de Suez, l'armée égyptienne a fait preuve d'une efficacité et d'une combativité dont l'état-major israélien ne la croyait pas capable, auxquelles les Arabes eux-mêmes avaient, pour beaucoup, cessé de croire. Pour la première fois, l'opinion publique israélienne sort ébranlée de la guerre. Les succès remportés par l'armée dans la deuxième manche des combats n'effacent pas, du moins pas tout de suite, le sentiment d'inquiétude qu'a fait naître ce nouvel affrontement armé : les Arabes et les Égyptiens en particulier ont enfin réussi à forger une machine de guerre redoutable, qui ne peut que se renforcer et s'améliorer avec le temps ; l'époque des victoires faciles est révolue, les nouvelles « frontières » n'assurent pas la sécurité du pays. De nombreux Israéliens commencent à s'interroger sur la sagesse d'une politique fondée sur la seule force du fait accompli, du fait d'arme¹⁰. Israël n'a-t-il pas, au mépris de la maxime clausewitzienne, compté trop

9. Ce refus de la part des dirigeants israéliens n'est pas simplement tactique ; il n'est pas qu'une position de négociation. Il est l'expression contemporaine de ce qui a toujours été indispensable à la poursuite du projet sioniste : la négation des Arabes de Palestine d'abord, puis la négation de ce qu'ils sont devenus sous la poussée même du sionisme : le peuple palestinien (voir Thierry HENTSCH, *op. cit. in Cahiers du GRIPO*, no. 1, p. 24 ss).

10. Voir à cet égard Amnon KAPELIOUK, *Israël : la fin des mythes*, Paris, Albin Michel, 1975, pp. 12-13 et l'ensemble du chap. 6 (p. 183 ss). Il dit que « le choc qu'elle (la guerre du Kippour) provoqua en Israël fut le plus important qui soit arrivé à l'État juif depuis sa création » (*op. cit.*, p. 93).

exclusivement sur les canons, oubliant la dimension politique du combat? Les Arabes n'ont-ils pas montré qu'à ce jeu de la force pure, ils peuvent finir par l'emporter? D'autant plus qu'à l'usage de la force militaire ils viennent d'ajouter une arme d'un autre ordre: l'embargo pétrolier¹¹.

Or c'est après que, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, les Arabes ont paru commencer de renverser le courant en leur faveur, que l'Égypte, artisan principal de ce redressement, change de politique et s'ingénie à défaire le rapport de force qu'elle a tant contribué à construire. Dans un premier temps, le recours à la médiation américaine se situe dans la foulée du combat mené en octobre 1973. Mais devant la stérilité de la politique des petits pas de Henry Kissinger, la logique clausewitzienne voudrait que l'Égypte reprenne le chemin qui l'a mené à la guerre d'Octobre, donne la priorité à son réarmement et adopte les moyens politiques adéquats pour y parvenir: les petits pas ayant donné ce qu'ils pouvaient, le pendule cairote devrait à nouveau osciller vers Moscou.

Pourtant, rien de tel ne se produit. L'artisan principal du redressement arabe penche de plus en plus ostensiblement vers Washington, avec toutes les conséquences négatives que déploie pour le rapport des forces militaires ce réalignement radical. Affaiblissement de l'armée, mais aussi accentuation des divisions inter-arabes. Sans doute, l'appui qu'offrait Moscou avait-il ses limites, et Sadate ne pouvait dicter aux Soviétiques leur politique en matière de livraisons militaires. Ne se plaignait-il pas, d'ailleurs du niveau insuffisant (quantitativement et qualitativement) de ces livraisons avant même la guerre d'Octobre 1973? Mais ces griefs faisaient justement partie d'une tactique qui consistait à obtenir le maximum des Soviétiques¹². L'appui militaire de ces derniers s'est en effet révélé considérable, et l'offensive réussie de 1973 n'aurait jamais été possible sans lui. Au cours de la bataille, Moscou n'a pas marchandé son aide et a lancé un important pont aérien pour permettre à l'Égypte de consolider sa victoire, alors que les États-Unis n'avaient pas encore commencé de pourvoir les stocks de l'armée israélienne¹³.

S'il est vrai qu'après la guerre l'URSS modifie sa politique et finit par suspendre ses livraisons d'armes à l'Égypte en 1974, c'est précisément parce que le Kremlin se rend compte que le renforcement de la capacité militaire égyptienne n'empêche pas le Caire de glisser irrémédiablement vers les États-Unis¹⁴. Sadate ne se fait pourtant guère d'illusions sur la possibilité pour son pays de s'équiper suffisamment ailleurs et va même jusqu'à reconnaître qu'il ne peut « renoncer à l'armement russe car aucune autre puissance n'est en mesure de se substituer à l'URSS dans ce domaine »¹⁵. Mais cette constatation ne détourne pas le président égyptien du cours qu'il a choisi.

11. Sans vouloir entreprendre ici une analyse sur l'efficacité politique de cette arme, je tiens à souligner en passant que cette efficacité s'est montrée très relative.

12. HÉLÈNE CARRÈRE-D'ENCAUSSE, *La politique soviétique au Moyen-Orient*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1975, pp. 260-264.

13. *Ibid.*, p. 225.

14. *Ibid.*, p. 314.

15. Interview au journal *Le Monde*, le 22 janvier 1975, cité par H. CARRÈRE-D'ENCAUSSE, *op. cit.*, p. 311, note 48.

C'est donc de façon délibérée que Sadate prend le risque de se passer de l'équipement militaire soviétique. C'est de façon délibérée qu'il engage par la suite le dialogue avec Israël, à un moment où, en raison même de la politique qu'il poursuit depuis la fin de 1973, il sait son armée incapable pour longtemps de combattre.¹⁶ Bien plus, il continue ce dialogue contre vents et armées (alors que l'obstination d'Israël lui fournirait tous les arguments nécessaires pour le rompre), malgré l'effet désastreux -et prévisible- qu'il exerce sur le rapport des forces au Proche-Orient, il isole l'Égypte du monde arabe et l'affaiblit au moment même où elle aurait besoin au contraire de toute sa force et de tous ses appuis pour la négociation qu'elle entend mener avec Israël¹⁷.

Il y a là un paradoxe que ni la situation économique de l'Égypte ni le retour en force des classes possédantes ne suffisent à expliquer. Malgré cette évolution interne, Le Caire n'a pas à choisir de façon si tranchée entre Washington et Moscou. Dans sa politique proche-orientale, l'URSS a amplement montré sa capacité à placer la politique d'État à État avant la politique de parti à parti ; elle ne conditionne son aide militaire ni à des orientations socio-économiques strictes ni à des exigences de politique intérieure¹⁸. C'est dire qu'un réalignement économique vers la libre entreprise n'était pas nécessairement incompatible avec la poursuite d'une politique de coopération militaire avec l'URSS, pour autant que le Caire ne se range pas politiquement à l'ombre des États-Unis¹⁹. Ainsi l'alliance politique avec l'impérialisme américain et la rupture délibérée avec Moscou ne répondent pas seulement à la nouvelle position de classe du gouvernement égyptien. L'explication socio-économique, quoique profondément vraie, ne permet pas d'expliquer pourquoi Sadate accepte, plus, choisit de se mettre en position de faiblesse dans la négociation qu'il engage avec Israël. Le paradoxe doit être éclairé. Autrement que par des arguments simplistes du genre : « Sadate ne sait pas ce qu'il fait » ou « Sadate a une foi aveugle en Washington » ou « il est guidé par un anti-communisme et un anti-soviétisme fonciers » ou encore « le régime a à tout prix besoin de paix ».

Quel que soit le « besoin de paix » de l'Égypte, le choix de Sadate procède aussi, du moins peut procéder d'un calcul. Il peut résulter de la volonté, dans des circonstances en tout état de cause difficiles pour le régime, d'exploiter une position de faiblesse. Et en ce sens, comme je vais tenter de le montrer, il n'est pas si éloigné qu'il y paraît au premier abord, de la logique clausewitzienne. Mais la rationalité tactique de ce choix ne peut se comprendre, je crois, que dans une perspective historique précise : celle qui nous permet de constater que de 1948

16. Sur le rapport des forces entre Israël et l'Égypte deux ans après la guerre d'Octobre 1973, voir les remarques de Louis-Jean DUCLOS in « Un deuxième accord de désengagement entre l'Égypte et Israël », *Maghreb-Machrek*, Paris, la documentation française, no. 70, octobre-décembre 1975, p. 57 : « ...les voies choisies pour le développement de l'outil militaire égyptien semble plus relever de considérations de politique étrangère, voire intérieure, que de la rationalité militaire proprement dite. Elles consacrent pour longtemps l'avance israélienne ». Et l'auteur ajoute que « le changement de fournisseur en particulier » y est pour beaucoup.

17. *Le Monde* du 26 septembre 1978 : « Les divisions du monde arabe après l'accord de Camp David ».

18. H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, *op. cit.*, p. 223 ss.

19. Mais peut-être est-ce Washington qui, au contraire, subordonne son « aide » économique à un réalignement politique ? Rien, toutefois, ne permet d'affirmer avec certitude que les États-Unis se livrent explicitement à un chantage de cet ordre.

(premier conflit israélo-arabe) à 1970 (fin de la guerre d'usure sur le canal de Suez) la stratégie arabe est presque constamment perdante.

DES EFFUSIONS DE SANG SANS POLITIQUE

Lorsque Sadate arrive au pouvoir, il partage avec d'autres dirigeants arabes un lourd héritage : vingt-cinq ans d'erreurs et d'échecs accumulés par les protagonistes arabes du conflit israélo-palestinien. Les « erreurs » répétées des Arabes face au sionisme ne se réduisent évidemment pas à une succession de fautes tactiques. Elles procèdent de la situation hautement contradictoire dans laquelle se trouvent les gouvernements des pays du champ de bataille par rapport à la question de la Palestine, avant même le retrait britannique et la proclamation de l'État d'Israël. Cette situation contradictoire est d'ailleurs partagée par les classes dirigeantes palestiniennes elles-mêmes. La grève générale de 1936 puis la guerrilla paysanne qui se développe de 1937 à 1939 dans les montagnes de Palestine reçoivent en effet un soutien mitigé de la part des féodaux et des possédants arabes de l'intérieur comme de l'extérieur de la Palestine. Les élites palestiniennes sont davantage préoccupées par leurs rivalités internes que par le combat commun contre un occupant britannique auquel elles doivent une part de leur pouvoir et le maintien de leur position privilégiée. Quant à ce qu'il faut bien appeler leur anti-sémitisme, verbalement virulent, il ne les empêche pas de faire indirectement affaire avec les sionistes et de profiter sur le dos des paysans palestiniens de la spéculation foncière que suscite l'immigration européenne²⁰.

Malgré son échec, la révolte paysanne a suffisamment inquiété le gouvernement britannique par sa durée et son ampleur pour amener ce dernier à modifier sa politique palestinienne, même si la publication du Livre Blanc de 1939, où ces changements sont annoncés²¹, correspond aussi à la nécessité de s'attirer les sympathies arabes au moment où le conflit avec l'Allemagne paraît inévitable. Il n'en reste pas moins que les forces populaires qui ont porté la résistance palestinienne, ressortent brisées et démoralisées de la répression sanglante qu'elles ont subie dans l'indifférence des dirigeants arabes. Cet échec ne peut être compensé par l'annonce à Londres d'une politique qui ne sera jamais efficacement appliquée sur place et qui n'aura finalement contribué qu'à démobiliser davantage la population arabe de Palestine. C'est une des infortunes de ce peuple qu'à partir de cette date le poids de la lutte, du côté arabe, va se déplacer vers l'extérieur du pays²², tandis que les sionistes ne cesseront de renforcer leur emprise sur le terrain. En annonçant dès 1947 son intention de remettre le sort de la Palestine aux mains des Nations Unies, la Grande-Bretagne accentue ce déplacement : les membres de la Ligue arabe - création du Foreign Office - se saisissent de l'affaire palestinienne. Avec une force de résistance décimée et face aux harcèlements croissants des milices juives,

20. Nathan WEINSTOCK, *Le sionisme contre Israël*, Paris, Maspéro, 1969, pp. 168-182.

21. Rappelons que le Livre Blanc du 17 mai 1939 annonce entre autres : le plafonnement de l'immigration juive, qui condamne les Juifs à rester minoritaires ; la restriction et l'interdiction (suivant les régions) d'acquisitions foncières par les Juifs ; la renonciation à toute forme de partage de la Palestine. Ce document figure dans *The Israel-Arab Reader*, Edited by W. Laqueur, New-York, Bantam Books, 1969, pp. 64-75.

22. N. WEINSTOCK, *op. cit.*, p. 260 ss.

auxquelles le repli britannique laisse le champ libre, les masses palestiniennes n'ont apparemment plus qu'un recours : l'aide politique et militaire des États frères. Impuissants à éviter l'adoption du plan de partage par l'Assemblée générale des Nations Unies, ceux-ci interviennent militairement dans le conflit au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël, avec les succès que l'on sait. Quoique toutes placées sous le signe de la solidarité arabe, ces interventions sont en réalité motivées par des intérêts divergents, voire rivaux et, en tout état de cause, étrangers à la cause palestinienne. Le roi Abdallah de Transjordanie, dont l'armée, encadrée et commandée par des officiers britanniques, constitue la seule force arabe efficacement équipée et entraînée, ne vise qu'à agrandir son royaume et y parvient ; non pas au détriment des sionistes²³, mais des Palestiniens. L'Égypte, de son côté, intervient principalement pour limiter les visées expansionnistes d'Abdallah et participer au partage des dépouilles. Maigre résultat : elle arrache à grand peine la mince bande de Gaza ; une portion à la mesure de ses forces²⁴. Au reste, les belligérants arabes ne récoltent de la guerre que des flots de réfugiés. Et c'est là le bilan le plus lourd d'une intervention qui, finalement, a fait le jeu des sionistes : ceux-ci ont profité des combats pour accroître leur territoire et accentuer l'éviction des habitants arabes. Cet exode forcé constitue pour le peuple palestinien une catastrophe quasi irréparable, en même temps qu'il place les pays d'accueil devant une alternative difficile : ou ils consacrent la victoire du sionisme en procédant, dans la mesure du possible, à l'intégration des réfugiés²⁵, ou ils s'engagent à lutter pour rétablir ces derniers sur leurs terres et dans leurs droits. Quoi qu'ils fassent désormais, les pays du champ de bataille auront objectivement aidé l'État juif à se débarrasser de sa plus grave contradiction interne, tandis que les Palestiniens ne se trouvent plus seulement brimés dans leurs droits mais encore dépossédés de leur terre, pire, dépossédés de leur propre combat²⁶.

Ces résultats catastrophiques ne proviennent pas simplement d'une mauvaise évaluation du rapport des forces mais, bien plus profondément, de ce que l'intervention des armées arabes ne correspondait à aucune politique commune élaborée en fonction des véritables intérêts des Palestiniens et des objectifs de leurs adversaires sionistes. Comment s'en étonner, lorsqu'on sait que les régimes arabes d'alors sont

23. L'attitude du roi Abdallah n'est d'ailleurs pas fondamentalement hostile aux sionistes, comme en témoignent, entre autres, ses contacts secrets avec les dirigeants sionistes avant la guerre de 1948. Voir là-dessus Golda MEIR, *Ma vie*, Paris, Lafont, 1975, pp. 228-233, où la narratrice relate ses entretiens avec Abdallah. Ce récit lève un coin du voile sur l'ambiguïté de l'attitude du souverain haschémite tant à l'égard des autres pays arabes que des sionistes. N'étaient, justement, les pays « frères », on sent qu'il serait prêt à s'entendre sur un partage de la Palestine entre lui et les sionistes.

24. La Syrie et le Liban, quant à eux, ne retirent rien du tout (à part les réfugiés...).

25. Les sionistes n'ont évidemment pas manqué de répéter que cette « solution » était la plus simple et la plus naturelle. En admettant que la chose eût été économiquement possible, il faudrait encore se demander si elle était socialement acceptable et, surtout, politiquement faisable. Sur les difficultés économiques et sociales posées par l'absorption de ces réfugiés, voir le célèbre article d'Erskine CHILDERS, « The Other Exodus », *The Spectator* du 12 mai 1961 (reproduit dans *The Israel-Arab Reader*, op. cit., pp. 143-151).

26. Je ne veux pas insinuer par là que les pays arabes sont les premiers responsables de la dépossession des Palestiniens. Les erreurs et les manquements arabes ne diminuent en rien la responsabilité première des dirigeants britanniques et sionistes dans cette spoliation.

tous plus ou moins inféodés à un Occident où l'ennemi puise ses forces vives ! Cette inféodation, toutefois, n'explique pas tout. La suite de cet interminable conflit montre que malgré la venue au pouvoir en Égypte, en Syrie et en Irak de régimes plus nationalistes et mieux articulés dans leurs prises de position anti-impérialiste, la dure leçon de 1948-1949 semble ne pas avoir été comprise. À tout le moins, ces nouveaux régimes ne parviennent pas à sortir de l'ornière creusée par leurs prédécesseurs.

Pourtant, l'épreuve de force suivante, la guerre de 1956, quoique militairement perdue pour l'Égypte, lui sera plutôt bénéfique. Il est vrai que cette épreuve militaire n'est pas vraiment recherchée par Le Caire, qui, suite à la nationalisation du canal de Suez, subit tout autant les derniers soubresauts d'un impérialisme franco-britannique désuet que l'assaut soi-disant préventif d'Israël²⁷. Et, cette fois, c'est ce dernier qui n'a pas suffisamment pensé son opération en termes politiques²⁸. Sa victoire militaire ne lui apporte que fort peu de chose²⁹, alors que la défaite égyptienne n'empêche pas Nasser de remporter un éclatant succès politique - le retrait israélien et le contrôle définitif du canal de Suez - grâce auquel il accroît considérablement son prestige aux yeux du monde arabe. Le régime sort grandi et politiquement renforcé de l'épreuve. C'est à partir de cette époque que l'Égypte et le nassérisme portent l'essentiel des espoirs arabes dans le combat anti-sioniste. Mais ce rôle prestigieux constitue par là-même un lourd fardeau. Sous le poids duquel Le Caire va se trouver piégé en 1967.

Un fardeau aux dangers duquel Nasser, en dépit de ses nombreux discours antisionistes, est attentif. Le rais a compris qu'il est vain de chercher à vaincre Israël militairement. Et sa violence verbale contre ce dernier se double, particulièrement après 1956, d'une très grande prudence réelle. L'acceptation de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) à Gaza, si l'on y réfléchit bien, représente moins une concession qu'une garantie de sécurité. Sa présence n'est-elle pas la meilleure barrière à une nouvelle agression israélienne ? Par ailleurs, elle permet aussi d'assurer indirectement l'étanchéité de la frontière et d'éviter à un coût politique moindre les incursions de fedayens vers Israël à partir du territoire égyptien.

Comment expliquer, dans ces conditions, qu'onze ans plus tard, Nasser prenne le risque de renvoyer la FUNU et de bloquer le détroit de Tiran à la navigation israélienne, ouvrant ainsi la voie à la dévastatrice attaque de juin 1967 ?

27. David BEN GOURION, alors premier ministre d'Israël, insiste beaucoup sur l'aspect préventif de la campagne du Sinaï dans *Israël, années de lutte* (traduit par Yves Massip), Paris, Flammarion, 1964. C'est un leitmotiv des chapitres consacrés à la guerre de 1956 (chap. V et suivants). À l'appui de son agression, Israël invoque les incursions de commandos en provenance de Gaza, dont il impute la responsabilité au Caire. Mais la « réplique » israélienne est évidemment disproportionnée à son objet : elle fait partie d'un vaste plan tripartite (France, Grande-Bretagne, Israël) de mise au pas de l'Égypte.

28. En agissant de concert avec les métropoles déchuës que sont devenues la France et la Grande-Bretagne et sans l'appui de Washington, Israël rend sa victoire militaire éphémère et futile.

29. La seule chose qu'Israël obtienne est la réouverture, précaire, du détroit de Tiran. Ben Gourion lui-même admet que la campagne du Sinaï n'a pas eu pour résultat de garantir la liberté de navigation israélienne dans le golfe d'Akaba, mais l'occupation de Sharm et Sheikh, dit-il, « avait attiré l'attention du monde entier sur l'importance du golfe ». BEN GOURION, *op. cit.*, p. 214.

Toutes les causes et circonstances de la crise qui mène à la guerre des six jours sont encore loin d'être connues. On dispose néanmoins d'un certain nombre de données générales suffisamment sûres. Cette guerre et ses conquêtes sont arrivées à point nommé pour un Israël en proie à de sérieuses difficultés internes ; la Syrie et l'URSS se sont prêtées à l'escalade que l'état-major israélien a, sinon créée, du moins accélérée et intensifiée dans la région de Tibériade et du Golan ; l'Égypte n'est entrée dans cette escalade qu'avec réticence et sous la pression de Damas³⁰. En raison même du rôle dirigeant assumé par l'Égypte dans le monde arabe, Nasser ne peut politiquement abandonner la Syrie face aux incursions de l'aviation israélienne, encore moins laisser Damas prendre la tête du combat anti-sioniste et anti-impérialiste. L'Égypte se voit donc contrainte de manifester son soutien à la cause commune et de préserver sa prééminence par une action suffisamment spectaculaire pour déplacer l'attention et la tension, du moins en partie, vers le front sud-ouest d'Israël, tout en évitant d'en arriver à l'épreuve de force armée. Mais Nasser parvient si bien à réaliser le premier objectif qu'il ne peut plus éviter de manquer le second. Engrenage irréversible, surestimation des forces arabes³¹ devant la vague d'enthousiasme que suscite son action du Machrek au Maghreb, sous-estimation de la capacité et surtout de la détermination de l'adversaire³², tous ces facteurs ont joué. Ce qui est clair c'est que l'Égypte se laisse entraîner à une épreuve de force pour laquelle elle se sait militairement mal préparée. Or précisément, la réussite du double objectif nassérien (intimider Israël, ou plutôt impressionner les Arabes, tout en évitant la guerre) nécessite la présence sur le front égyptien d'une force de dissuasion imposable. C'est profondément méconnaître Israël que de se l'imaginer reculer devant la seule démonstration de l'unité arabe. Car les Israéliens, eux, procèdent à une juste évaluation du rapport des forces³³ et saisissent l'occasion qui leur est offerte pour réaliser une nouvelle phase de leur expansion ; expansion à laquelle le courant majoritaire du sionisme n'a jamais complètement renoncé³⁴. Une fois de plus, les Arabes et les Égyptiens en particulier, faute d'avoir les moyens de leur politique, font le jeu de l'adversaire. Ils fournissent à ce dernier le climat et la situation qui va, cette fois (au contraire de 1956), permettre à Israël de tirer le maximum de bénéfiques politiques de sa supériorité militaire. Il n'est pas possible de se montrer moins clausewitzien.

Les conséquences pour l'Égypte sont évidemment désastreuses. Elle perd une portion de son territoire, ses rares puits de pétrole, l'usage du canal de Suez et de ses revenus. Elle perd aussi sa crédibilité de meneur du monde arabe, mais surtout elle se trouve désormais directement et beaucoup plus gravement que jamais

30. Maxime RODINSON, *Israël et le refus arabe*, Paris, Seuil, 1968, pp. 182-186, et Richard ALLEN, *Imperialism and Nationalism in the Fertile Crescent*, New York, Oxford U.P., 1974, p. 481.

31. Sur l'évaluation que fait Nasser du rapport des forces, voir son discours au quartier général avancé de l'armée de l'air le 25 mai 1967 (reproduit dans *The Israël-Arab Reader*, *op. cit.*, pp. 169-174). On y lit très clairement que Nasser s'installe dans une position défensive : l'Égypte ne bougera que si elle ou un autre pays arabe est attaqué. En même temps Nasser bluffe : son armée est prête à se battre victorieusement contre Israël si ce dernier commet la folie d'attaquer.

32. Cette sous-estimation est d'autant plus probable que - réalité du rapport de force interne ou subtile tactique - Israël commence par se montrer hésitant quant aux moyens à prendre pour faire face au défi égyptien.

33. Voir l'interview donné par le général RABIN à Éric Rouleau dans *Le Monde* du 21 février 1968.

34. Thierry HENTSCH, *op. cit.*, *Cahiers du GRIPO*, no. 1, pp. 32-33.

impliquée dans le conflit, du moment que les Israéliens manifestent leur intention de garder indéfiniment le terrain conquis. Jusqu'alors, en effet, Le Caire a pu « jouer » plus ou moins impunément avec le sionisme et la question palestinienne. La défaite de 1949 n'avait pas entamé le territoire égyptien et celle de 1956 n'avait résulté que dans une occupation éphémère. Tant que son propre sol n'est pas atteint, l'Égypte n'a pas d'enjeu vital dans un conflit qu'elle utilise beaucoup plus pour augmenter son prestige et son influence que pour régler le sort des Palestiniens. À partir de 1967, ce conflit cesse d'être un marche-pied vers la direction du monde arabe pour devenir un boulet à traîner, une question lancinante à régler, une blessure nationale à guérir. La guerre d'usure sur le canal de Suez (1969 à 1970) s'inscrit dans cette nécessité douloureuse. Elle échoue, tout en montrant à quel point la défaite de 1967 contraint le Caire à une politique d'armement onéreuse qui rend son armée de plus en plus dépendante de Moscou³⁵.

Tel est l'héritage que Nasser laisse à ses successeurs : une Égypte amputée, prisonnière de sa défaite, économiquement handicapée et politiquement affaiblie dans son influence sur le monde arabe. Sadate semble néanmoins poursuivre la voie tracée par son prédécesseur et donner la priorité à la reconquête militaire des territoires occupés. L'effort d'armement ne se relâche pas, malgré la détérioration qui affecte déjà les relations soviéto-égyptiennes. Au point que, paradoxalement, Sadate va se trouver contraint de signer avec l'URSS un traité qui semble plus que jamais placer l'Égypte dans l'orbite de Moscou³⁶. Cette politique mène à une quatrième guerre israélo-arabe qui paraît n'être, au premier abord, qu'un épisode sanglant de plus dans cette interminable querelle. La guerre d'octobre 1973 peut pourtant être perçue aujourd'hui comme le début d'un important tournant politique du conflit israélo-arabe.

UNE POLITIQUE AVEC EFFUSION DE SANG

L'originalité de la guerre de 1973 ne réside pas tant dans la demi-victoire sur laquelle elle s'achève, que dans les conditions de son déclenchement. Pour la première fois, les Arabes prennent l'initiative de l'affrontement armé dans un contexte et une perspective politique efficace. Aucune rodomontade ne la précède. Plus question d'effacer Israël de la carte, de rejeter les Juifs à la mer, d'annoncer une victoire totale, comme cela s'est si souvent produit par le passé du côté arabe. Les premiers communiqués militaires égyptiens frappent par leur sobriété, malgré des succès auxquels beaucoup - arabes ou non - ne croient pas encore. Et de fait cette retenue verbale reflète fidèlement les limites de l'action entreprise et des objectifs qu'elle vise. Il n'est pas même question de libérer les territoires occupés, mais d'ébranler le statu quo dans lequel Israël se complait depuis 1967. À aucun moment ni le Caire ni Damas, malgré l'énorme effort d'armement et de préparation militaire qu'ils ont consenti, ne prétendent récupérer l'ensemble des territoires

35. H. CARRÈRE D'ECAUSSE, *op. cit.*, p. 199 ss.

36. Sur les circonstances et la portée ambiguë de ce traité, voir l'explication étayée et assez convaincante qu'en donne Hélène CARRÈRE D'ECAUSSE (*op. cit.*, pp. 214-220), qui souligne « le paradoxe apparent du traité soviéto-égyptien, qui n'a pas été signé par Nasser un allié jugé assez sûr et réclamant lui-même un tel accord mais imposé à Sadate dont les dirigeants soviétiques se méfient » (pp. 219-220).

occupés par la force³⁷. Les opérations militaires ont pour objectif de montrer à l'adversaire que son immobilisme lui coûte cher et que ses nouvelles frontières ne lui assurent pas la paix. Et de fait, la guerre du Kipour, en pertes humaines et matérielles, se révélera la plus coûteuse de l'histoire d'Israël!³⁸ En même temps, elle démontre combien les Arabes avaient raison de se montrer prudents dans leurs calculs. Au pur jeu du rapport des forces militaires, l'armée israélienne finit encore par gagner. Mais cette fois, malgré sa victoire finale sur le terrain, Israël a perdu la guerre, parce que les objectifs politiques immédiats des Arabes ont été atteints. Le statu quo est devenu politiquement indéfendable, jusqu'auprès d'une partie importante de l'opinion publique israélienne elle-même. L'offensive du Ramadan s'inscrit donc dans une très prudente logique clausewitzienne: outre l'ébranlement qu'elle suscite en Israël, elle agit ainsi comme un signal d'alarme auprès des grandes puissances, notamment auprès des États-Unis.

Les fruits de cette politique sanglante restent néanmoins assez maigres: les accords de désengagement de 1974 puis de 1975 certes, concrétisent une première victoire politique de l'Égypte, lui permettent de rouvrir le canal de Suez et de récupérer une partie de son pétrole, mais ils ne débouchent sur aucune perspective de règlement global ni n'empêchent Israël de se réinstaller dans le statu quo.³⁹

Le deuxième accord intérimaire, signé à Genève le 4 septembre 1975, contient néanmoins une nouveauté dans le conflit israélo-arabe, nouveauté d'autant plus surprenante dans la conjoncture: les gouvernements égyptien et israélien conviennent que « le conflit entre eux et au Moyen-Orient ne sera pas réglé par la force militaire mais par des moyens pacifiques »⁴⁰. Constat, souhait ou engagement formel, il n'est resté pas moins que, du point de vue égyptien, cela constitue le premier pas évident, public, vers une nouvelle approche du conflit. Ce n'est pas pour rien que la Syrie, pourtant signataire elle aussi d'un premier accord de désengagement avec Israël, cette fois refusera d'emboîter le pas à Sadate et, avec l'Irak et la Libye, condamnera ce qui lui apparaît comme un abandon des intérêts palestiniens, tandis que l'URSS y voit un premier accroc sérieux au processus de la conférence multilatérale de Genève⁴¹, un virage - momentanément - irréversible de la politique égyptienne.

Ce virage est d'autant moins réversible à moyen terme qu'en se fiant aux navettes du secrétaire d'État américain et en signant ce premier « accord séparé », Sadate sait pertinemment qu'il renonce à l'unique appui militaire massif sur lequel l'Égypte a pu compter dans ses guerres contre Israël⁴². Il renonce notamment à ce qui a permis la percée d'octobre 1973. On a vu les objectifs politiques de cette

37. Il est significatif à cet égard de voir que, sitôt le canal franchi avec succès et malgré la désorganisation qui règne dans le camp israélien, l'armée égyptienne s'empresse de s'installer dans une position défensive.

38. A. KAPELIOUK, *op. cit.*

39. L.J. DUCLOS, article cité, où l'auteur montre que l'équilibre militaire égypto-israélien en ressort « peu modifié » (*Maghreb-Machrek*, no. 70, oct. déc. 1975, *op. cit.*, p. 57.).

40. C'est l'article premier de l'accord, dont le texte est reproduit dans sa version française dans *Maghreb-Machrek*, no. 70, *op. cit.*, p. 59.

41. Pour ces diverses réactions, voir *Keesing's Contemporary Archives*, 1975, p. 274-32.

42. Voir ci-dessus, note 15.

percée (un réel déblocage du conflit israélo-arabe) et les médiocres résultats obtenus. La diplomatie égyptienne prend néanmoins pour acquis qu'il n'y aura pas d'autre guerre entre Israël et l'Égypte. Car malgré la situation critique sur laquelle se sont achevés les combats, malgré la médiocrité du déblocage intervenu depuis, l'exploit demeure et son chef en conserve tout le prestige aux yeux de ses concitoyens. À partir d'octobre 1973, Sadate est le « héros de la traversée ». Il a réussi là où Nasser lui-même a échoué. L'audace de cette entreprise qui a vengé tant d'humiliations antérieures ne mène ni à la victoire ni à la paix, mais elle donne à son auteur le capital nécessaire, du moins à l'intérieur de l'Égypte, pour aller au devant de l'adversaire. Un héros ne saurait capituler; il ne demande pas la paix, il l'offre. C'est à mon sens, cet aspect psychologique de la réussite qui permet au président égyptien de poursuivre, malgré tout, ce qu'il visait en préparant et en déclenchant la guerre du Ramadan: une paix négociée avec Israël. Toutefois, ni les combats ni l'embargo pétrolier n'ont suffisamment menacé l'ennemi, dans ses forces internes comme dans son appui principal à l'extérieur (les États-Unis), pour le contraindre à négocier globalement. Deux ans s'écoulent, suite au deuxième accord intérimaire, sans que ne se manifeste le moindre progrès dans le processus de paix. Revenus du choc de 1973, qu'on analyse désormais comme un accident de parcours, comme une défaillance passagère, les Israéliens s'installent dans un nouveau statu quo. Pire, ils portent au pouvoir une coalition et un chef connus pour leurs positions extrémistes quant à l'avenir des territoires conquis en 1967.

Non seulement Sadate s'est privé de l'instrument qui lui permettrait de reconstruire avant longtemps un rapport de force crédible, mais il est en train de perdre, notamment du fait de la désastreuse situation économique dans laquelle s'enlise le pays, tout le bénéfice du prestige acquis grâce à la traversée. Il doit agir avant qu'il n'en reste plus rien. Et il faut que le geste, une fois encore, étonne: le héros de la traversée va devenir le héros de la paix, l'audace de l'acte pacifique étant appelé à faire revivre celle de l'acte guerrier. L'effusion de sang, quoique différente des précédents affrontements armés, n'a pas suffi. Mais elle a préparé une nouvelle sorte de guerre que son échec relatif rend d'autant plus nécessaire. Une seconde guerre d'usure, mais conduite avec d'autres armes que les missiles et les obus. Raisonnablement et pour l'avenir prévisible, l'Égypte est arrivée avec octobre 1973 au bout de ses possibilités économique-militaires. Compte tenu de cette évidence, compte tenu aussi des déboires antérieurs que les pays arabes ont subi sur le champ de bataille, Sadate est obligé, avant que les retombées politiques de 1973 ne tarissent totalement, de changer le lieu de l'affrontement israélo-égyptien.

UNE GUERRE SANS EFFUSION DE SANG

Avec le voyage à Jérusalem, la guerre n'est pas finie. Elle prend une autre tournure, elle se déroule sur un autre terrain. L'« offensive de paix », plus qu'une simple image, est l'expression d'une nouvelle stratégie qui à la fois fait la leçon des échecs du passé et se fonde sur une analyse rigoureuse du sionisme.⁴³

43. Que l'analyse qui commence ici ait été faite ou non par Sadate ne change rien à sa pertinence. Ce que je veux montrer c'est qu'une telle démarche est plausible. Quels que soient les motifs et les raisonnements réels du président égyptien, elle éclaire la politique de ce dernier d'un jour nouveau et en donne, à mon sens, la seule explication stratégiquement cohérente. En dehors de celle, simpliste, qui consiste à ne voir dans toute cette politique qu'une pure capitulation.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur le passé, sinon pour rappeler que la guerre d'octobre s'inscrivait déjà, du moins pour l'Égypte, dans une perspective historique réaliste, puisqu'elle était la première manifestation tangible d'en finir non plus - militairement - avec Israël, mais - avec le conflit lui-même. C'est ce qui explique que, malgré la défaite militaire finale, il soit possible de parler de victoire en 1973 : cette victoire est *politique*. Mais le terrain politique qu'elle exploite demeure relativement limité : démonstration sanglante de l'absurdité du statu quo, utilisation timide de l'embargo pétrolier. La stratégie est beaucoup plus cohérente et rigoureuse que par le passé, mais les armes utilisées contre Israël demeurent classiques.

C'est précisément au niveau des armes que le voyage de Sadate à Jérusalem va apporter un changement radical. Pour le comprendre, il faut passer par un examen dépassionné du phénomène sioniste, que paradoxalement la plupart des dirigeants arabes ont eu apparemment beaucoup de peine à faire, ou du moins, dont il n'ont pas paru tenir compte. Et pour cause : l'injustice que constituaient à l'égard des Arabes l'implantation et l'extension sioniste au Proche Orient - quels que soient par ailleurs les mérites de la cause juive - était tellement flagrante, que les gouvernements concernés ont longtemps jugé suffisant de se battre (avec ou sans armes) sur le seul terrain de la légitimité. Mais tandis qu'ils brandissaient partout leurs droits bafoués et menaçaient publiquement de les recouvrer par la force, le sionisme, lui, ne cessait de se renforcer concrètement. Il est vrai qu'à partir de la cuisante défaite politique et militaire de juin 1967, la politique arabe, de façon générale, va prendre un tour légèrement plus sobre et plus réaliste.⁴⁴ Mais Sadate reste le premier dirigeant arabe directement impliqué dans le conflit à franchir ouvertement le barrage de l'intransigeance légitimiste pour se mesurer sur le seul plan où il est possible d'exploiter les faiblesses de l'adversaire : le plan politique. Cette exploitation, son efficacité, passe par la compréhension lucide du sionisme et de ses méthodes.

Les analyses réalistes du sionisme, bien qu'elles aient longtemps souffert d'un manque de diffusion, existent et sont convaincantes.⁴⁵ Il ne s'agit pas de les reprendre ici. Il suffit, simplement de rappeler certains des principaux éléments qui ont fait jusqu'à récemment la force du sionisme et d'Israël : 1) l'utilisation du mythe du retour⁴⁶ jointe à l'exploitation des souffrances vécues des Juifs d'Europe (en particulier de l'holocauste nazi) et de la culpabilité collective qui en est résultée en Occident⁴⁷ ; 2) jusqu'à l'arrivée de Bégin au pouvoir, l'utilisation du caractère social-démocrate du principal parti gouvernemental (Mapaï) et de son affiliation à l'internationale socialiste ; 3) l'appui politique et financier de la diaspora américaine et des États-Unis eux-mêmes, où l'opinion publique en général a toujours été favorable à Israël ; 4) l'affirmation constante d'un ardent désir de paix jointe à la poursuite aussi discrète que possible de la politique du fait accompli ; 5) l'utilisation

44. Nécessités découlant de l'écrasement, plutôt que réévaluation stratégique en profondeur.

45. Nathan WEINSTOCK, *op. cit.*, Maxime RODINSON, *op. cit.* et d'autres dont je fais une synthèse dans les *Cahier du GRIPO*, no. 1, *op. cit.*.

46. Compris ici au sens multiple d'image collective simplifiée, de représentation idéalisée et d'illustration symbolique communes à la plupart des communautés juives.

47. Comme exemple récent de l'exploitation de cette culpabilité, voir l'article de Mikhaël HARSGOR (professeur d'histoire à l'Université de Tel-Aviv) : « L'antisionisme est l'antisémitisme de notre époque », dans *Le Devoir*, Montréal, 13 novembre 1979.

magistrale à usage interne et externe des erreurs et de la propagande vengeresse des Arabes; 6) l'avance technologique⁴⁸ d'Israël et la supériorité persistante de son armée.

Compte tenu de cette dernière supériorité, il est extrêmement aléatoire et en tous les cas économiquement exorbitant, pour les pays arabes du champ de bataille, de privilégier l'affrontement armé. D'autant plus que cette priorité, jointe au refus intransigeant de toute reconnaissance politique et juridique d'Israël, renforce, à l'intérieur, le sentiment de solidarité d'une société par ailleurs sujette à de profonds clivages et, à l'extérieur, l'image de ghetto assiégé qu'Israël se plaît à donner de lui-même. L'hostilité arabe envers le sionisme paraît aux yeux d'une opinion publique occidentale culpabilisée - sans parler de la diaspora juive - se situer dans le prolongement de l'antisémitisme virulent qui vient de ravager l'Europe.

On ne surestimera jamais assez l'appui que les Israéliens ont obtenu (directement ou non) grâce à ce traumatisme collectif de l'Occident face à la question juive. Du moins jusqu'aux lendemains de la guerre des six jours. Depuis la conquête de 1967, en effet, l'image d'Israël a inmanquablement souffert de sa position d'occupant. Du seul fait que, contrairement à ce qui s'est produit en 1948-1949, la grande majorité de la population arabe des territoires conquis est restée sur place⁴⁹, la politique du fait accompli ne pouvait plus passer inaperçue. L'annexionisme rampant, l'établissement de colonies sionistes en Cisjordanie et ailleurs se heurtaient à l'hostilité manifeste de la population occupée, dont la cause trouvait un écho grandissant auprès de l'opinion publique occidentale, européenne, surtout, à vrai dire. En Amérique du Nord, en effet, la cause sioniste a beaucoup moins souffert, du moins jusque vers 1977, de la politique annexionniste d'Israël, envers qui l'opinion publique est demeurée massivement, quoique passivement, favorable. À cet égard, l'embargo pétrolier de 1973 et l'escalade des prix qui s'en étaient suivis, sans avoir sur les États-Unis un impact économique aussi drastique qu'en Europe et au Japon, avaient néanmoins eu tendance à confirmer sinon à accentuer l'image négative que l'Américain moyen se faisait des Arabes. Sans doute, même de ce côté-ci de l'Atlantique, la cause palestinienne finissait par attirer l'attention et par susciter des interrogations. Mais Israël restait ce courageux petit pays assiégé par cent millions d'Arabes, et sa position d'occupant ne pouvait paraître que la juste et nécessaire contrepartie de l'hostilité qui continuait de menacer son existence. En d'autres termes, la faiblesse politique potentielle que constituait l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza demeurait sous-exploitée et difficile à exploiter aux États-Unis aussi longtemps que persistait le « refus arabe ».

En reconnaissant que la clé du conflit se situe à Washington, Sadate ne fait donc qu'admettre deux évidences complémentaires: 1) l'appui des États-Unis est essentiel à Israël; 2) cet appui, fondamentalement, restera inconditionnel et efficace aussi longtemps que le conflit se situera principalement sur le terrain militaire et que la sécurité d'Israël pourra paraître menacée. Dans ces conditions, la lutte armée tend

48. Dans un sens vaste: tant au niveau des armements que de la formation des cadres et du niveau de développement des forces productives en général.

49. Sauf sur le plateau du Golan, d'où la quasi totalité de la population (à l'exception des Druzes, sympathisants d'Israël) a pu être expulsée, en raison de l'exiguïté de cette portion de territoire.

à renforcer l'adversaire et au mieux, prolonge indéfiniment une lutte stérile, sans issue.

Mais, inversement, puisqu'une paix avantageuse, ne peut se monnayer qu'en position de force, il est tout aussi vain de vouloir la négocier que de la rejeter en bloc. Pourquoi Israël rétrocéderait-il le Sinaï - sans même parler de la reconnaissance des droits des Palestiniens - en échange d'une promesse, fut-elle solennellement inscrite dans un traité de paix ?

C'est pourquoi Sadate, d'emblée, donne la paix, décide unilatéralement et avant toute négociation de renoncer à la guerre. Son geste n'a de sens que s'il transforme une position de faiblesse militaire en situation de force politique. Cette transformation, complètement utopique dans le cadre d'une confrontation traditionnelle mettant aux prises deux puissances raisonnablement indépendantes,⁵⁰ n'est pensable qu'en raison de la situation très particulière d'Israël et de l'importance cruciale que revêt à long terme l'appui qu'il requiert de l'extérieur, en raison également de la fragilité d'une société exceptionnellement hétérogène qui doit principalement sa cohésion à l'apparence très suggestive d'une formidable menace externe.

Mais l'offre de paix, c'est la condition de sa crédibilité, doit se faire sans contrepartie, la renonciation à la guerre doit apparaître totale, définitive. Seule façon d'en faire le nouvel instrument privilégié de l'offensive égyptienne. Toute l'attitude de Sadate confirme ce choix fondamental. Il se rend à Jérusalem sans autre garantie que d'y être reçu. À Jérusalem : symbole le plus vivace des positions irréductibles des uns et des autres. Là, il expose devant la Knesset quels sont à ses yeux les conditions d'une paix durable au Proche-Orient (retrait des territoires occupés, droit des Palestiniens à établir leur État et à revenir chez eux). Mais il précise aussitôt :

Permettez-moi de vous dire sans la moindre hésitation que je ne suis pas venu à vous sous cette coupole pour vous demander de retirer vos forces des territoires occupés. Le retrait complet des territoires arabes occupés en 1967 est affaire de logique et ne se discute pas. La cause est entendue.⁵¹

De même, il constate que « la paix ne peut être atteinte sans les Palestiniens »⁵². C'est un fait. Clairement, Sadate veut ainsi montrer qu'il ne vient pas en demandeur⁵³. Il vient rappeler des vérités auxquelles il est impossible d'échapper. Et, en même temps, il apporte un message :

Je vous apporte un message de paix, un message du peuple égyptien qui ne connaît pas le fanatisme, un peuple dont les membres musulmans, chrétiens et juifs vivent dans la cordialité, dans l'amitié et dans la tolérance.

50. C'est-à-dire capables, notamment, de financer essentiellement par elles-mêmes leur effort de guerre.

51. *Speech by President Anwar el Sadat to the Knesset 20th November 1977*, Ministry of Information, s.d., p. 20. [Traduction libre]

52. *Ibid.*, p. 22.

53. À la fin de son discours, il précise encore ceci : « ...I declare before you that I did not think of making this initiative from the viewpoint of what can be achieved during the visit » (*Ibid.*, p. 29).

Voilà l'Égypte dont le peuple m'a donné ce message à transmettre, le message de paix et de sécurité.

À chaque homme, chaque femme et chaque enfant en Israël, je dis encouragez vos dirigeants à se mettre à faire des efforts pour la paix.

.....

Dites à vos enfants que la guerre de 1973 a été la dernière, la fin des souffrances, et que ce qui approche est le renouveau d'une vie nouvelle, une vie d'amour, de liberté, de paix et de prospérité⁵⁴.

Mais le coup de théâtre, son message, n'aura d'effet durable, après tant d'années de discours belliqueux, que si la paix offerte, ou plus exactement, la promesse de ne plus recourir ni à la menace ni à l'usage de la force, se confirme comme étant ferme et durable. Ce qui explique que Sadate poursuive, imperturbable, la voie qu'il s'est tracée ; malgré l'hostilité de la plupart des capitales arabes ; malgré surtout la mauvaise volonté évidente du gouvernement israélien, dont le plan de paix (ou plan Bégin) est formidablement restrictif. Lors de la rencontre d'Ismaïlia, en effet, le 26 décembre 1977, le premier ministre Bégin, loin de mettre de l'eau dans son vin, provoque son hôte en rappelant publiquement devant lui les « menaces proférées à la veille de la guerre de six jours de jeter les Israéliens à la mer », menaces qui, selon lui, autorise Israël à ne pas se soumettre au principe interdisant l'acquisition de territoires par la force⁵⁵. Le même type de douche froide attend la délégation égyptienne à la commission politique qui doit ouvrir ses travaux à Jérusalem le 18 janvier 1978, au point que Sadate doit rappeler quelques jours plus tard ses envoyés⁵⁶. Au même moment, non content de poursuivre leur politique de colonisation dans le Sinäï, les dirigeants sionistes en réaffirment le bien-fondé⁵⁷. Ces premiers incidents sont révélateurs. Tout au long des quelque dix mois qui séparent la visite de Sadate à Jérusalem des accords de Camp David, Israël ne cesse de défier l'adversaire et se comporte comme s'il cherchait à provoquer des occasions de rupture. Tout en dénonçant le durcissement des positions israéliennes, et notamment la poursuite de la politique de colonisation des territoires occupés, Sadate ne dévie

54. *Ibid.*, pp. 26-27.

55. Voir *Le Monde* du 28 décembre 1977, p. 1.

56. Lors d'un gala offert aux délégations égyptienne et américaine à l'occasion de l'ouverture des travaux de la commission, le 17 janvier, M. Bégin réaffirme que la paix ne se fera pas au prix de la restitution des territoires occupés (voir *Le Monde* du 19 janvier 1978). Le Sinäï est impliqué dans le discours (*Le Monde* du 20 janvier 1978).

57. Le 11 janvier, M. Bégin déclare à France-Inter : « J'ai dit au président Sadate que nous nous trouvons au Sinäï de façon parfaitement légitime » (*Le Monde* du 13 janvier 1978). L'opposition travailliste, quant à elle, ne remet pas en cause cette position. Loin de là : « la voix de l'opposition travailliste ne s'est pas fait entendre, si ce n'est pour critiquer 'l'importance des concessions israéliennes dans le Sinäï'. » (*Le Monde* du 18 janvier 1978). *Le Monde* du 20 janvier consacre tout un article à la question, sous le titre : « Les implantations juives dans le Sinäï sont activement poursuivies ». On note l'intensification des travaux d'implantation près d'El Arish, « dans une région où n'existe aucune colonie israélienne ». *Israël Hebdo* (Tel-Aviv) déplore la « fièvre d'implantation » dans le Sinäï (*Le Monde* du 22-23 janvier 1978).

pas de sa trajectoire⁵⁸. Il saisit l'occasion de son séjour à Washington, en février 1978, pour le prouver aux Américains :

Je suis plutôt déçu, mais aussi décidé à persévérer. Je continuerai ma mission pour le bien des Arabes comme des Israéliens.

...

Certains veulent me faire regretter mon voyage à Jérusalem. Mais je ne le regretterai jamais.⁵⁹

Il en profite également pour placer les États-Unis devant leurs responsabilités :

Vous avez des relations spéciales avec une partie et une relation d'amitié avec l'autre. Israël dépend lourdement de votre pays sur les plans militaire, financier et politique. Vous avez, d'autre part, des intérêts globaux, ce qui vous place dans une position unique pour exercer votre influence et vos bons offices (...). Nous ne vous demandons pas de prendre parti ou de devenir partiaux. On attend simplement de vous que vous soyez fidèles à vos propres traditions et valeurs (...) vous pouvez insister pour que les différends soient réglés en conformité avec le régime de la loi, non par la soumission au diktat de la force⁶⁰.

On a là, dans un langage à peine voilé, le résumé de la nouvelle stratégie égyptienne : celle-ci doit permettre aux États-Unis d'élaborer une politique proche-orientale qui tienne compte de leurs « intérêts globaux ».

L'incapacité de Washington à en tenir compte jusqu'alors, insinue Sadate, provient non pas tellement de contraintes externes que de la puissance du « lobby » pro-israélien à l'intérieur des États-Unis. En d'autres termes, Israël constitue tout autant un fardeau qu'un allié du point de vue des intérêts américains au Proche-Orient. L'utilité de l'allié décroît en proportion de la solidité des liens qu'il est possible de tisser avec les États arabes avoisinants, et le fardeau qu'il représente augmente dans la mesure des obstacles que la politique israélienne jette en travers de tels liens. Une paix durable et stabilisatrice au Proche-Orient est évidemment dans les intérêts de Washington et de l'Occident tout entier. La liquidation des séquelles de la guerre de 1967 et le règlement de la question palestinienne en sont les conditions sine qua non. En effaçant l'hostilité du plus puissant voisin d'Israël,

58. Sans doute, les provocations israéliennes obligent le Caire à durcir le ton. Dans une interview donnée à l'hebdomadaire cairote *October* peu avant l'ouverture des travaux de la commission politique à Jérusalem, Sadate menaçait de « changer de tactique à l'égard d'Israël », tandis qu'*Al Ahrām* affirmait que si les négociations venaient à échouer « la seule solution serait la guerre » (*Le Monde* du 17 janvier 1978). Toutefois, « M. Sadate ajoutait qu'il ne regrettait pas ce qu'il avait fait mais que, s'il échouait, il « céderait la place à quelqu'un d'autre » qui poursuivrait sa mission ou choisirait une autre solution » (*ibid.*). Comme chacun sait, Sadate poursuivra sa politique et restera au pouvoir. Ses coups de semonce ont pour objectif d'obliger Washington à réagir et, en même temps, de montrer à l'opinion publique arabe qu'il ne trahit pas la cause. De fait, les pourparlers vont reprendre discrètement vers la fin janvier suite aux interventions de Washington (voir *Le Monde* du 28 janvier et du 29-30 janvier 1978).

59. Paroles prononcées devant le National Press Club (*Le Monde* du 8 février 1978). Sadate affirme également devant le même auditoire vouloir « donner toutes ses chances à l'expérience en cours, jusqu'à ce qu'il parvienne à la conclusion qu'un temps suffisant est passé sans progrès concret » (*ibid.*). *Le Monde* ajoute : « Le raïs a laissé entendre que, si l'on doit revenir aux solutions guerrières, un autre que lui s'en chargera » (*ibid.*). Façon de faire comprendre que seul son régime constitue une garantie de paix, pourvu qu'on lui donne les chances de se maintenir...

60. *Ibid.*.

Sadate fait clairement ressortir où se situe désormais l'obstacle principal à l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient : dans la poursuite têtue des objectifs de toujours du sionisme, c'est-à-dire sa mainmise sur, au moins, l'ensemble de la Palestine du mandat britannique, objectifs dont l'annexionisme rampant constitue la lente mise en oeuvre.

Aussi la politique de Sadate oblige-t-elle les dirigeants américains à dénoncer la poursuite de la colonisation des territoires occupés en des termes qu'ils n'ont jamais utilisés auparavant : elles sont non seulement « illégales », elles deviennent désormais un « obstacle à la paix »⁶¹. La réaction gouvernementale américaine correspond à un large consensus national. Au point que le lobby pro-israélien lui-même se trouve, selon l'expression du *Monde*, « neutralisé » :

Les dirigeants de la communauté juive ont refusé de rencontrer Sadate, mais ils n'ont pas non plus pris position publiquement et à un niveau élevé contre ses vues - là encore, l'affaire des colonies dans les territoires occupés est le principal sujet de gêne.⁶²

Sadate vient, indirectement, d'affaiblir - si peu que ce soit - les bases du lobby israélien en terre américaine. Par là, il introduit un coin au coeur même d'Israël, tant il est vrai que l'affaiblissement de ce lobby ne peut rester sans impact sur l'évolution de l'opinion publique israélienne. Et de fait, avec le mouvement « Pour la paix maintenant » apparaît en Israël pour la première fois une contestation large, relativement populaire, de la politique annexioniste du gouvernement Bégin. Non pas que cette politique soit tellement différente de celle des gouvernements travaillistes précédents (elle est simplement plus franche), mais parce que l'offensive pacifique de Sadate en dévoile et en accuse les contradictions. En effet, loin de chercher à masquer la poursuite de la colonisation, le gouvernement israélien lui donne au contraire une large publicité. Pas nécessairement en vue de saboter les pourparlers, mais, sans aucun doute, pour réaffirmer concrètement et, plus fort que jamais, au moment où s'engage une négociation cruciale sur l'avenir des territoires occupés, les droits qu'Israël s'arroge sur la « Judée-Samarie »⁶³.

L'Égypte a donc réussi à mettre Israël au pied du mur et, ce faisant, à provoquer une brèche dans l'image pacifique que les sionistes ont toujours voulu projeter de l'État juif et qui jouait un rôle central tant sur la scène internationale (occidentale surtout) qu'en politique intérieure. Reste à voir, à travers l'étude des accords-cadre de Camp David et du traité de paix israélo-égyptien, quels sont les résultats concrets, l'efficacité de la nouvelle politique égyptienne ; les raisons de ses limites et ses possibilités à long terme.

61. *Le Monde* du 14 février 1978.

62. *Ibid.*. Le journal ajoute : « les efforts de M. Dayan [alors aux E.U.] dans ces milieux n'ont pas encore produit l'effet escompté ».

63. On remarquera que le gouvernement israélien procède de la même manière sitôt après la signature des accords de Camp David (voir *Le Devoir*, Montréal du 21 septembre 1978) : il réaffirme ces droits au moment où il sait avoir fait un pas significatif vers leur négociation.

LES FRUITS DOUX AMERS DE LA NOUVELLE STRATÉGIE OU L'EFFICACITÉ RELATIVE DE LA POLITIQUE ÉGYPTIENNE

De nombreux observateurs ont vu dans les accords de Camp David une capitulation égyptienne, et il semble en effet que la conclusion en ait été possible grâce aux concessions faites par Sadate en dernière heure.⁶⁴ Toutefois le critère selon lequel « perd » celui qui consent aux ultimes concessions n'est guère rigoureux (ne serait-ce qu'en raison de l'éventualité où la partie qui les demande compte sur le refus de l'adversaire). La portée des accords de Camp David doit plutôt être examinée sous l'angle de l'avenir : quelles en sont les diverses interprétations possibles et laquelle correspond à la dynamique la plus probable, compte tenu de la première mise en oeuvre concrète des accords, à savoir la conclusion et la mise en oeuvre du traité de paix israélo-égyptien.

Comme tout accord, et *a fortiori* tout accord-cadre, destiné à recouvrir des positions au départ opposées, celui de Camp David laisse évidemment une très large place à l'interprétation. Ses références répétées à la résolution 242 du Conseil de Sécurité sont à cet égard révélatrices, puisqu'on sait depuis longtemps que chaque partie interprète celle-ci différemment⁶⁵. Il est donc extrêmement difficile d'évaluer *a priori* la portée réelle de l'accord. L'exégèse minutieuse des textes ne mène pas très loin, dans l'analyse politique, surtout si l'on songe que les États, non contents de s'en tenir à leur version des textes, ont toujours donné un sens très opportuniste à la fameuse maxime *pacta sunt servada*.

C'est évidemment sur le problème le plus épineux, en l'occurrence sur la question palestinienne, que l'interprétation risque d'être sujette aux plus grandes variations. *Et pourtant sur ce point le texte de Camp David va plus loin que la résolution 242 auquel il se réfère*, puisque l'accord que les parties s'engagent à négocier sur la Cisjordanie et Gaza « devra... reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et ses justes exigences »⁶⁶. Par ailleurs, au-delà des dispositions provisoires, il est vrai très restrictives, qui devront s'appliquer pour une période de cinq ans, le « statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza » est implicitement présenté dans le texte de Camp David comme devant être le fruit de « la pleine

64. *Le Monde* du 19 septembre 1978.

65. Voir ci-dessus, note 8.

66. Document I des accords de Camp David, publiés intégralement par *Le Monde* du 20 septembre 1978. La résolution 242 du Conseil de Sécurité se contente d'affirmer la nécessité « de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ». À noter que le contre-projet soviétique alors soumis au C.S. n'allait pas plus loin sur ce point. Or chacun sait que l'OLP s'oppose à la résolution 242 en raison, principalement, de cette référence aux « réfugiés » alors que c'est du « peuple palestinien » qu'il s'agit, de ses droits et de son avenir en tant que nation.

autodétermination de la Cisjordanie et de la bande de Gaza »⁶⁷. Sans doute, ces dispositions passent complètement sous silence les Palestiniens de l'extérieur, réfugiés au Liban et ailleurs. De plus, il n'y est question ni d'État palestinien ni de l'OLP. Ce sont ces graves lacunes qui ont fait d'emblée apparaître les accords de Camp David comme une trahison égyptienne. Et, malgré tout, cette « trahison » permet théoriquement d'entrouvrir une porte qu'il serait presque impossible à Israël de refermer, pour peu que l'OLP, à travers les gens qu'elle est tout à fait en mesure de faire élire en Cisjordanie et à Gaza (élections prévues par les accords), y mette le pied : 1) Israël a dû reconnaître l'existence d'un peuple palestinien⁶⁸ (expression qui dépasse les seuls habitants de Cisjordanie et de Gaza) et de ses justes exigences ; 2) Israël a dû reconnaître le principe de l'autodétermination, du moins pour une partie de ce peuple ; et il n'existe presque pas d'exemple où l'application démocratique de ce principe à des peuples colonisés (situation des habitants de Cisjordanie et de Gaza) n'ait fini par conduire à la souveraineté et à l'indépendance.

Reste évidemment la question du territoire sur lequel pourrait s'exercer l'autodétermination des Palestiniens. La référence à la résolution 242, seul élément d'appréciation dans le texte, contient l'équivoque que l'on sait. Toutefois, le document II, « cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et la Palestine sous mandat »⁶⁹. Sans doute, la ligne d'armistice de 1949 entre Israël et la Jordanie, tout comme la ligne d'armistice entre Gaza et Israël, ne constitue pas une « frontière reconnue en droit international ». Mais cette subtilité juridique ne change rien au fait qu'Israël, après avoir pourtant affirmé ses droits sur certaines parties du Sinaï et sa détermination à ne pas abandonner ses colonies de peuplement dans cette région⁷⁰, crée un précédent important : il s'engage à se retirer militairement et civilement de *tous* les territoires *égyptiens* occupés lors de la guerre de 1967 ; engagement que confirme le traité de paix israélo-égyptien signé le 26 mars 1979 à Washington⁷¹. C'est cautionner, du moins à l'égard d'un des belligérants, l'interprétation arabe de la résolution 242. Bien sûr, l'évacuation totale ne se concrétisera, si

67. Le texte publié par *Le Monde* dit en effet : « Pour rendre possible la pleine autodétermination de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le gouvernement militaire israélien et ses organes d'administration civile se retireront dès que sera élue une autorité autonome, parmi les habitants de ces régions... », *ibid.*. Notons que la traduction française offerte par *Le Monde* laisse tomber une nuance importante qui figure dans le texte anglais. Celui-ci dit en effet : « In order to provide full autonomy to the *inhabitants* (je souligne) ... etc ». Il est clair que pour M. Begin la nuance est fondamentale puisqu'il prétend vouloir donner leur autonomie aux habitants de Cisjordanie et de Gaza tout en conservant le contrôle des territoires qu'ils habitent. Il est vrai que M. Begin n'en est pas à une contradiction près. Et il n'en reste pas moins que le principe de l'autonomie est posé, quelque limite qu'Israël tente, bien évidemment, de lui donner. Pour le texte anglais, voir le *New York Times* du 27 mars 1979, p. A 16.

68. Pour la portée de cette reconnaissance, voir Noam CHOMSKY, *Peace in the Middle East?*, *Reflexions on Justice and Nationhood*. New York, Vintage Books, 1974, p. 21 ; « Menahem Begin once warned a kibbutz audience of the danger inherent in recognizing a Palestinian people ». Suit une citation très convaincante du *Yediot Ahronot* du 17 octobre 1969.

69. *Le Monde* du 28 septembre 1978.

70. Voir ci-dessus, notes 56 et 57.

71. Voir *Le Monde* du 28 mars 1979. À noter que le traité prévoit le retrait complet des militaires *et des civils* israéliens. Il contient aussi en annexe un « Accord complémentaire concernant l'établissement de l'autonomie totale [je souligne] en Cisjordanie et dans le Secteur de Gaza » (Traduction française non officielle publiée au Caire par le Service d'État pour l'Information, s.d.).

tout se passe bien, qu'en 1982. Mais il semble bien que l'Égypte ne fournira pas à Israël le moindre prétexte pour retarder ces échéances⁷².

Tout bien considéré, hormis la reconnaissance d'Israël dans ses frontières d'avant 1967 (reconnaissance à laquelle tous les pays du champ de bataille sont virtuellement acquis), l'Égypte n'a rien cédé sur le plan du droit. L'unique reproche que les autres pays arabes puissent lui faire est d'avoir consenti à une paix séparée avec Israël, modifiant ainsi substantiellement le rapport des forces dans la région. Mais cette modification ne pourrait avoir d'effet, réellement, drastiquement, négatif que si elle portait atteinte à une stratégie globale efficace. Or on a vu qu'une telle stratégie du côté arabe, à l'exception de la brève et assez illusoire période qui s'articule autour de la guerre d'Octobre 1973, a le plus souvent brillé par son absence. Quelle est aujourd'hui, au-delà du verbe, la stratégie de la Syrie et de la Jordanie, sinon l'immobilisme auquel conduit leur refus global des accords de Camp David ? Tout au plus cet immobilisme se justifiait-il dans l'éventualité d'un bouleversement politique au Caire qui interrompe le processus engagé par Sadate. Cette perspective diminue de jour en jour. Même dans l'hypothèse d'un renversement du rais il est très peu probable que l'Égypte mette en péril l'acquis du traité avec Israël. Et de fait, la paix, même au prix de l'hostilité des États frères, est populaire dans la vallée du Nil. Dès lors, c'est cet immobilisme qui fait de la paix israélo-égyptienne un tournant potentiellement dangereux pour la cause palestinienne, car il permet à Israël de bloquer toute négociation sur l'avenir de la Cisjordanie (et par conséquent de Gaza) aussi longtemps que la Jordanie, en particulier, renonce à s'associer aux pourparlers. C'est ici que la nouvelle stratégie de Sadate atteint ses limites : l'effort de l'Égypte se heurte au refus de la Syrie, de la Jordanie et de l'OLP. Israël a donc considérablement allégé son front sud sans perdre tout à fait son image d'assiégé. Il s'est ouvert le marché égyptien sans perdre les territoires qui lui tenaient le plus à coeur. De ce point de vue, à court terme, la paix séparée peut être vue comme une trahison. Mais dans la perspective d'un conflit qui dure depuis plus de trente ans, il me paraît plus intéressant d'en mesurer les effets possibles à long terme.

D'ici deux ans, l'Égypte aura sans doute recouvré l'ensemble de son territoire ; date à laquelle sa marge de manoeuvre politique sera plus grande qu'elle ne l'est aujourd'hui (peut-être, même, plus grande que jamais). Le maintien des relations diplomatiques avec Israël n'empêchera pas le Caire de réduire ou de maintenir toute autre forme de relation avec lui à la portion congrue. En d'autres termes, l'isolement économique et diplomatique d'Israël au Proche-Orient pourrait bien rester ou redevenir à peu de chose près⁷³ ce qu'il était naguère, si d'ici là la question de la Cisjordanie et de Gaza n'est pas plus avancée qu'aujourd'hui. Dès lors, une stratégie arabe commune des pays limitrophes redevient pensable, en même temps que s'accréditent auprès d'eux les mérites d'une « guerre sans effusion de sang » et d'une solution politique du conflit proche-oriental. Dans cette perspective, qui implique la volonté réelle de la part des États arabes d'aider les Palestiniens à obtenir leur État, l'OLP devrait évidemment jouer un jeu serré et difficile : continuer par ses multiples pressions à rendre la création d'un tel État indispensable à une paix durable au Proche-Orient tout en s'inscrivant direct-

72. En mars 1980, le premier ministre égyptien Mustapha Khalil déclarait au journal *Le Monde* : « Le traité de paix avec Israël sera appliqué même en cas d'échec des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza ». *Le Monde*, 5 mars 1980.

73. Dont, surtout, l'utilisation par les bateaux israéliens du Canal de Suez.

ment ou indirectement dans tout processus politique susceptible de faire progresser la cause palestinienne.

En tout état de cause, la démilitarisation du conflit israélo-arabe ne peut qu'accroître le développement des contradictions internes à Israël et aux territoires occupés. Autant l'état de belligérance avec ses voisins a permis au pays de retarder les échéances cruciales résultant de ses propres conquêtes, autant la nouvelle stratégie égyptienne met en évidence la nécessité de régler le sort de la Cisjordanie et de Gaza. Et ce règlement, si tortueux et si lent soit-il, mène inéluctablement à la création d'un État palestinien indépendant, pour autant qu'il y ait volonté politique chez les Palestiniens (à l'intérieur et à l'extérieur) de l'obtenir. La manifestation concrète de cette volonté dépend évidemment du rapport de forces entre les diverses tendances à l'intérieur du mouvement palestinien, mais aussi et tout autant des politiques poursuivies par les États arabes proches de l'OLP, et notamment par la Syrie et la Jordanie. Dans quelle mesure ces deux pays cherchent-ils réellement à faire avancer la cause palestinienne et à soutenir au sein du mouvement ses éléments les plus réalistes ? La question doit être posée. Sans vouloir entrer ici dans ce qui constitue un nouveau et vaste sujet, il faut souligner en conclusion de la présente analyse à quel point, pour les Palestiniens, les résultats, de la nouvelle stratégie de Sadate dépendent de l'attitude des autres acteurs impliqués dans le conflit ; parmi lesquels il faut ajouter l'URSS, qui n'a aucun intérêt à favoriser un règlement. Quelles qu'aient été à l'origine les véritables intentions de Sadate (renversement réel des alliances au Proche-Orient ou poursuite de la guerre par d'autres moyens), sa stratégie peut - du moins pourrait - être utilisée pour enfoncer un coin dans la politique sioniste du fait accompli. Sans doute, dans un premier temps, l'hostilité arabe au projet égyptien et les risques qu'elle faisait courir à l'« offensive de paix » pouvait servir au Caire de moyen de pression supplémentaire pour faire bouger Washington. Mais plus on avance dans la « normalisation » des relations égypto-israéliennes, plus cet attentisme hostile développe des effets négatifs : l'impasse politique qui en résulte permet désormais à Israël de poursuivre impunément sa politique de colonisation et d'implantation en Cisjordanie avec toutes les conséquences désastreuses qu'elle entraîne pour les Palestiniens et pour le règlement du conflit.

En conclusion, la politique de Sadate, toute « capitularde » qu'elle puisse paraître, et même toute collaborationniste qu'elle puisse être dans les intentions de son auteur, n'en contient pas moins un instrument potentiellement très utile pour le combat que les Arabes mènent contre la poursuite du projet sioniste, contre l'expansionnisme d'Israël au-delà des lignes d'armistice de 1949. Sadate est en train d'en faire la démonstration en l'utilisant pour réaliser les revendications égyptiennes. Mais il ne peut aller au-delà tout seul. L'efficacité de cet instrument, en ce qui concerne l'avenir de la Cisjordanie, de Gaza et de la Palestine en général, dépend de l'ensemble du monde arabe. Faute de stratégie unitaire arrêtée en fonction de la nouvelle situation créée par l'Égypte, les accords de Camp David débouchent effectivement sur une lente catastrophe : le grignotage des territoires occupés et de la position de leurs habitants palestiniens. Le Front de la fermeté n'a pas pu arrêter Sadate ; il n'a réussi qu'à le presser à conclure une paix séparée, alors qu'il avait les moyens de l'en empêcher, en entrant dans le jeu ouvert par le rais tout en maintenant à l'égard d'Israël une ligne de négociation ferme. Il est encore temps -

quoique psychologiquement difficile et politiquement délicat - avant que la négociation israélo-égyptienne sur la Cisjordanie et Gaza n'échoue totalement ou ne débouche sur un accord inacceptable et inapplicable, il est plus que temps pour la Syrie et la Jordanie de se joindre aux pourparlers et d'exploiter les avenues ouvertes par Sadate. Chaque jour qui passe rend toutefois la chose plus difficile et moins probable. Dans cette éventualité, les accords de Camp David auront résolus les problèmes de l'Égypte mais bel et bien aggravés ceux des Palestiniens. Dans la meilleure des hypothèses, il faudra alors attendre deux ou trois ans, lorsque l'Égypte aura récupéré sa marge de manoeuvre politique par rapport à Israël et à Washington, pour qu'une politique arabe cohérente puisse reprendre corps. Mais la pente sera d'autant plus rude à remonter : chaque année qui passe aggrave le poids du fait accompli. Et les habitants de Cisjordanie et de Gaza restent seuls, à toute fin pratique, à porter le fardeau de la lutte. Une lutte sur place, incessante, qui est pour le moment l'espoir le plus tangible de la cause palestinienne.